

NOTICE DE PRESENTATION 2012

OPERATION A312 / SAS S10Q INDUSTRIES

Opération Financement Outremer

Agrée par la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques)

Loi pour le développement économique des Outremer

Article 199 undecies B et 217 undecies III du CGI.

Schéma en SAS

ACI Outremer



financement ■

Notice de présentation 2012	1
OPERATION A312 / SAS S10Q INDUSTRIES.....	1
1. Présentation d’une opération avec agrément montée par ACI Outremer financement	3
2. Présentation du cabinet ACI Outremer Financement	4
3. Articulation de l'opération	5
4. Définition des investissements.....	5
5. Définition de l’entreprise locataire	6
6. Schéma d’un projet Type*	7
7. Financement des investissements.....	8
8. Exemple d’un plan de financement simplifié pour l’acquisition d’un équipement de 1.000.000 €*	9
9. Fiscalité	9
10. Conditions de l’opération	10
11. Foire aux Questions (FAQ).....	12
12. Dispositions légales	15
A – Article 199 undecies B du CGI	15
B – Article 217 undecies CGI	21
C- Loi de Finance 2012 relative au plafonnement global et au plafonnement des investissements outremer (Voir annexe)	27
13. Vos contacts	28
14 . annexe.....	29
Schéma en 3 étapes du calcul du plafonnement global et Girardin	29

1. PRESENTATION D'UNE OPERATION AVEC AGREMENT MONTEE PAR ACI OUTREMER FINANCEMENT

L'objet de ce dossier est la présentation du Cabinet ACI Outremer financement et de son montage en défiscalisation par l'intermédiaire d'une SAS.

L'opération avec agrément montée par ACI Outremer financement et présentée dans ce dossier s'appuie sur les dispositions de l'article 199 undecies B du Code Général des Impôts, relatif à la réduction d'impôt sur le revenu liée aux investissements réalisés dans les DOM COM (Loi GIRARDIN – LODEOM Loi pour le développement économique des Outremer).

L'article 199 undecies B 27ème alinéa est ainsi rédigé : "la réduction d'impôt prévue au présent I s'applique, dans les conditions prévues au 26ème alinéa, aux investissements réalisés par une société soumise de plein droit à l'impôt sur les sociétés dont les actions sont détenues intégralement et directement par des contribuables, personnes physiques, domiciliés en France au sens de l'article 4 B. En ce cas, la réduction d'impôt est pratiquée par les associés dans une proportion correspondant à leurs droits dans la société. L'application de cette disposition est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- Les investissements ont reçu un agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l'art 217 undecies
- Les investissements sont mis à disposition d'une entreprise dans le cadre d'un contrat de location respectant les conditions mentionnées au 15ème à 18ème alinéas du I de l'art 217 undecies et 60% de la réduction d'impôt sont rétrocédés à l'entreprise locataire sous forme de diminution de loyer et du prix de cession du bien à l'exploitant. les dispositions du dernier alinéa sont applicables
- La société réalisant l'investissement a pour objet exclusif l'acquisition d'investissements productifs en vue de la location au profit d'une entreprise située dans les DOM-COM.

Ce dispositif permet aux investisseurs qui désirent bénéficier d'une réduction d'impôt, de souscrire à l'augmentation de capital d'une SAS société par actions simplifiées qui compose une opération de type **Financement Outremer**.

Afin d'obtenir le bénéfice de réduction d'impôt prévu à l'article 199 undecies B du Code Général des Impôts, la SAS de l'opération réalise des investissements de biens mobiliers et/ou immobiliers industriels qu'elle donne à bail à des locataires remplissant les conditions d'éligibilité requises par la loi précitée.

Les investissements réalisés par la SAS bénéficient d'un agrément fiscal délivré par les Services Fiscaux, conformément aux dispositions définies au 2 nouv. de l'article 217 undecies III du CGI, issu de la loi Girardin.

Les associés de la SAS bénéficient ainsi d'une réduction d'impôt proportionnelle à leurs apports. Les conditions de cet apport sont précisées dans le document joint à cette notice intitulée : « Bulletin de souscription ».



2. PRESENTATION DU CABINET ACI OUTREMER FINANCEMENT

ACI Outremer Financement est un cabinet d'ingénierie financière implanté depuis 1993 outremer. Par son activité, il accompagne les industriels dans leurs projets d'investissements et met en place des financements en défiscalisation fondés sur les dispositions des Lois Pons, Paul, Girardin et depuis le 28 mai 2009 LODEOM (loi pour le développement économique des outremer).

ACI Outremer Financement a l'ambition de participer activement au développement économique des régions ultramarines en mettant à la disposition de leurs acteurs économiques son expertise et son assistance en logistique financière, fiscale, juridique et administrative.

Opérateur reconnu tant par ses clients socioprofessionnels que par ses partenaires institutionnels, ACI Outremer Financement assure la mise en place de tout l'environnement juridique et financier nécessaire à la bonne réalisation des investissements.

Les prestations d'ACI Outremer Financement couvrent ainsi toutes les phases préalables à l'exploitation des investissements, à savoir :

- L'obtention de l'agrément délivré par les services fiscaux locaux et nationaux,
- La constitution de la structure juridique porteuse du projet,
- La négociation des accords bancaires,
- La recherche de subventions locales et européennes,
- Le placement du projet auprès des investisseurs.

Chez ACI Outremer Financement, le département financements structurés est composé d'environ 30 collaborateurs rompus aux techniques de financement outremer.

La sécurité des opérations est la préoccupation majeure d'ACI Outremer Financement.

ACI Outremer Financement sélectionne rigoureusement les projets qui lui sont soumis selon des critères d'analyse du risque validés tant par le département financement interne que par des partenaires extérieurs.

Les principaux atouts d'ACI Outremer Financement sont :

- une connaissance approfondie du tissu économique local
- des relations privilégiées avec les décideurs locaux, nationaux et européens
- la disponibilité et la proximité d'une équipe de spécialistes présente sur les lieux de réalisation des projets.

Dans le domaine du financement industriel, ACI Outremer Financement participe aux plus importants projets des collectivités et territoires d'Outremer.

Cette organisation garantit la réussite des opérations de défiscalisation « Loi Girardin » et « LODEOM » et permet d'assurer à ce jour la gestion commerciale, administrative, financière, juridique et comptable de 800 SNC et SAS, de 3.000 locataires exploitants et 2.000 investisseurs métropolitains. Si l'absence totale de risques ne peut exister, la Société ACI OUTREMER FINANCEMENT a pour rôle de les minimiser grâce à la rigueur portée à tous les stades de réalisation des investissements et à la bonne gestion des véhicules fiscaux porteur des projets jusqu'au terme de la défiscalisation.

3. ARTICULATION DE L'OPERATION

Désignation de la SAS Société par actions simplifiées

Le capital de la SAS S10Q INDUSTRIES qui compose l'Opération présentée dans le Bulletin de Souscription joint est de 1.544 actions de 1 €.

Le siège social de la SAS est implanté dans les DOM.

Schéma

Avant la mise en exploitation des investissements, les actions de la SAS S10Q INDUSTRIES seront cédées à des investisseurs soumis à l'impôt sur le revenu selon les conditions présentées dans le document intitulé « Bulletin de Souscription » joint à la présente notice. Simultanément, les investisseurs réaliseront un apport en compte-courant.

La SAS S10Q INDUSTRIES procèdera dans les 5 ans suivant l'acquisition de l'investissement à une augmentation de capital souscrite par incorporation des comptes courants d'associés.

Des promesses de cession et de rachat portant sur les actions souscrites sont conclues entre chaque investisseur et directement avec l'exploitant.

La SAS fait l'acquisition d'un bien qui est donné à bail par le biais d'un contrat de location longue durée, à une entreprise exerçant son activité dans les Départements et Collectivités d'Outremer et dans un secteur éligible à l'aide fiscale Outremer.

La SAS bénéficie d'une promesse d'achat du bien et/ou d'une promesse de vente des actions détenues par les investisseurs au profit de l'exploitant. Les sommes nécessaires à l'exécution de ces promesses sont soit symboliques ou soient versées par les locataires lors de la signature du contrat de location (dépôts de garantie ou gage-espèce). Au terme de 5 années d'exploitation, l'exploitant directement rachète au prix de 1 € l'ensemble des actions détenues par les investisseurs, ce qui leur assure la sortie immédiate du capital de la SAS.

4. DEFINITION DES INVESTISSEMENTS

Nature des immobilisations

Immobilisation corporelle neuve nécessaire à l'activité de l'entreprise locataire.

Procédure d'agrément fiscal

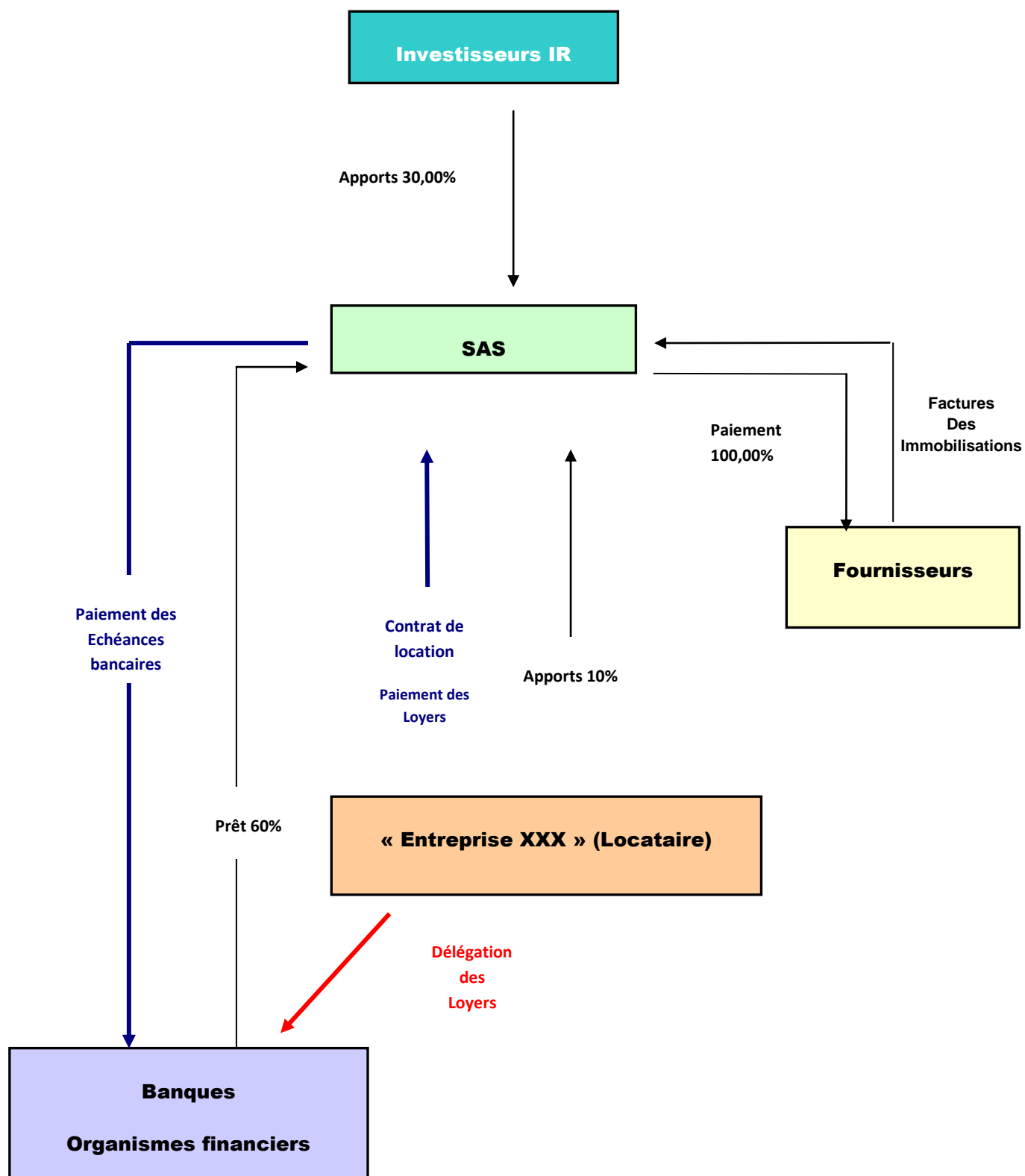
Les investissements réalisés par la SAS qui compose l'opération présentée bénéficient ou bénéficieront d'un agrément délivré par le Directeur des Services Fiscaux conformément aux dispositions de l'article 199 undecies B du Code Général des Impôts.

5. DEFINITION DE L'ENTREPRISE LOCATAIRE

Formes juridiques	Société anonyme, Société à responsabilité limitée, Entreprise individuelle, SAS etc...
Situation fiscale	L'entreprise locataire produit ses attestations de régularité fiscales et sociales. Il respecte les conditions légales d'enregistrement de ses comptes sociaux au greffe dont dépend son siège social.
Activité exercée	Toutes les activités éligibles aux dispositions de l'articles 199 undecies B du CGI.
Régimes fiscaux	Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu.



6. SCHEMA D'UN PROJET TYPE*



* Taux applicable en Martinique, Guadeloupe et Réunion.

Dépôt initial des locataires

L'entreprise locataire verse à la SAS un dépôt de garantie non rémunéré et remboursable en fin de contrat.

Lors de la cession du matériel, le paiement de cette cession se fait par compensation comptable avec le dépôt de garantie versé initialement.

Ce dépôt d'un montant minimum de 1 €uro est compris le plus souvent entre 1 % et 20 % du prix hors taxes des investissements.

Prêts consentis par les Banques

La SAS emprunte aux établissements bancaires un capital représentant 60% environ du montant hors taxes des investissements.

Les prêts ainsi consentis ont une durée équivalente à la durée de location des équipements financés.

Le remboursement de ces prêts est assuré directement par le locataire au moyen d'une délégation de loyers acceptée par les banques. Comme dans toutes les sociétés de capitaux, le recours de la banque se limite au montant du capital de la société ou des garanties transmises par celle-ci. Il n'y a donc pas de recours possible contre les investisseurs personnes physiques titulaires d'actions de la SAS.

Dans le schéma présenté dans cette Opération, le fournisseur met en place un prêt relais octroyé à la SAS dans l'attente de la réalisation du prêt bancaire.

Apports des actionnaires de la SAS

Des apports en compte courant des investisseurs actionnaires sont réalisés simultanément avec le rachat au nominal des actions de la SAS. La répartition et le montant global sont déterminés à l'aide des conditions de souscriptions mentionnées dans le Bulletin de Souscription joint à ce dossier.

Ces souscriptions qui seront affectées au capital et au compte-courant de la SAS couvrent le solde du prix d'acquisition des équipements ainsi que les frais d'ingénierie, les frais juridiques et de gestion durant les 5 premières années de l'opération (délai légal de conservation des actions).

Une fois les investissements mis en exploitation, la SAS procèdera dans les 5 ans à une augmentation de capital souscrite par incorporation des comptes courants versés par les investisseurs.

8. EXEMPLE D'UN PLAN DE FINANCEMENT SIMPLIFIE POUR L'ACQUISITION D'UN EQUIPEMENT DE 1.000.000 €*

Ressources	Total	Emplois	Total
Dépôt de garantie Locataire	100.000 €	Acquisition	1.000.000 €
Rétrocession légale	283.125 €		
Prêt MT Sans	616.875 €		
Total	1.000.000 €	Total	1.000.000 €

Pourquoi la rétrocession à l'exploitant (locataire) est de 283.125€ ?

Investissement	1.000.000 € (soumis à agrément préalable)
Réduction IR	45,30 %
Obligation Rétrocession	62,5 %
$1.000.000 \text{ €} \times 45,30 \% \times 62,5 \% = \underline{\underline{283.125 \text{ €}}}$	

* Valable en Martinique, Guadeloupe et Réunion. Opération soumise aux nouvelles dispositions de la Loi de Finance 2012

9. FISCALITE

Réduction d'impôt

Les investissements éligibles, réalisés directement par la SAS de l'opération présentée génèrent une réduction d'impôt globale.

Si le montant de ces investissements vient à évoluer, le montant définitif de l'augmentation de capital est ajusté.

Calcul du montant de la réduction d'impôt

Le montant de la réduction d'impôt présentée est obtenu en application du taux de réduction en vigueur dans le département, appliqué aux investissements réalisés par la SAS pour leur valeur hors taxes diminuée des subventions et des aides publiques.

Catégorie des revenus Dividendes	La SAS ne distribue pas de dividende. Il n'y a donc pas de fiscalité à prévoir.
Amortissements	Les biens acquis par la SAS sont donnés en location. Les amortissements sont traités au sein de la SAS, il n'y a donc pas de remontée d'amortissement au niveau de l'investisseur.
Informations diverses	<p>Les dispositions de l'article 199 undecies B du Code Général des Impôts imposent une obligation de conservation des actions pendant une durée minimale de 5 ans à compter de la réalisation du programme d'investissement.</p> <p>Les investisseurs, actionnaires des SAS doivent conserver leurs actions durant ce délai. A défaut, l'avantage fiscal qui leur est consenti fera l'objet d'une reprise.</p>

10. CONDITIONS DE L'OPERATION

Agrément fiscal	Tous les investissements réalisés par la SAS présentée bénéficient ou bénéficieront d'un agrément préalable délivré par le Directeur des Services Fiscaux en application des dispositions de l'article 199 undecies B du Code Général des Impôts.
Engagement de non recours	L'engagement de non recours accordé aux investisseurs par les banques au sein des montages en SNC n'a pas lieu d'être compte tenu des caractéristiques légales de la SAS. Les banques ne peuvent se retourner contre les actionnaires d'une SAS.
Risques locatifs	<p>Les contrats de location conclus par la SAS engagent contractuellement les locataires au respect de l'ensemble des règles et obligations édictées à l'article 199 undecies B du CGI. En cas de non respect de ces obligations par le locataire, l'article 3 des conditions générales du contrat met à la charge du locataire une pénalité égale à 60 % du prix de revient de l'investissement.</p> <p>En cas de résiliation du contrat de location, le locataire doit s'acquitter des pénalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les loyers échus et impayés au jour de la résiliation - Une pénalité complémentaire et forfaitaire égale à 10 % de l'indemnité susvisée. - Les loyers restant à échoir <p>Dans le cadre de la Lodeom pour les investissements productifs mis en location, lorsque le bien donné en location cesse d'être exploité, la réduction d'impôt initiale n'est pas reprise si une nouvelle location du bien est consentie à un exploitant qui prend l'engagement d'exploiter l'investissement pendant le délai de 5 ans restant à courir.</p>

Conditions de sortie	Lors de la souscription à l'augmentation de capital de la SAS S10Q INDUSTRIES, l'exploitant signe une promesse de rachat de la totalité des actions détenues par les investisseurs pour 1 €uro symbolique. Cette promesse peut être levée au terme de la cinquième année suivant la date de réalisation du programme d'investissement.
-----------------------------	--

Gestion de la SAS	<p>Les besoins de trésorerie nécessaires à la gestion administrative, juridique, comptable et financière de la SAS sont provisionnés en année 1.</p> <p>De ce fait, ACI Outremer Financement assurera la pérennité de son action pendant la durée légale de 5 années de conservation des actions.</p>
--------------------------	---



QUELLE INFORMATION REÇOIT L'INVESTISSEUR AU COURS DE LA VIE DE L'OPERATION ?

L'année de défiscalisation, une attestation à remettre aux Services Fiscaux lui est adressée, puis, durant les cinq années de vie de la SAS, toutes les informations et documents légaux obligatoires. A tout moment, ACI Outremer financement ou son Expert Comptable, peut fournir sur demande et dans les meilleurs délais, toute pièce ou renseignement que l'investisseur jugerait utile.

POURQUOI CETTE OPERATIONS EST-ELLE PORTEE PAR UNE SAS ?

Le recours à la SAS a pour principal intérêt pour les actionnaires la limitation de leurs risques. En effet, leur responsabilité ne peut plus être recherchée au delà du capital qu'ils ont apporté (principe de la responsabilité limitée). Ce point est de la plus haute importance. Ainsi, ce dispositif, couplé à la possibilité de remplacement du matériel en cas de défaillance du locataire sécurise grandement nos produits.

La SAS permet aux professions libérales, règlementées et officiers ministériels (avocats, huissiers, notaires, administrateurs judiciaires, etc..) de participer à une augmentation de capital d'une SAS et bénéficier ainsi, eux aussi, d'une substantielle réduction d'impôts.

A QUEL MOMENT PRECIS L'INVESTISSEUR VA-T-IL POUVOIR BENEFICIER DE SA REDUCTION FISCALE ?

Si une souscription à une opération de défiscalisation est réalisée en **2012**, la réduction d'impôt qui en découle s'imputera ainsi sur l'impôt réellement payé en 2013 au titre des revenus 2012.

QUELLE EST LA RENTABILITE MOYENNE DES PRODUITS DE DEFISCALISATION D'ACI FINANCEMENT OUTREMER POUR UN INVESTISSEUR ?

La rentabilité est variable suivant le moment de l'année où la souscription est effectuée. Plus l'investisseur s'engage rapidement au cours de l'année civile, plus la possibilité d'accéder à divers dossiers est large, et donc plus la rentabilité est élevée.

Exemple de rendement (hors frais de souscription) :

L'investisseur qui souscrit en juillet 2012 à l'opération avec agrément n°A312 bénéficiera d'un **taux d'apport de 83%, plus ou moins 1%**, sur la réduction d'impôt. Si le taux d'apport définitif est de 83%, alors le rendement brut sera de 100 (montant de la réduction) – 83 (montant de l'apport) = 17 divisé par 83 (montant de l'apport) exprimé en pourcentage, soit **20,48 %**.

QUAND L'INVESTISSEUR DOIT-IL DECLARER L'ENSEMBLE DE SES REVENUS ?

En tant qu'actionnaire d'une SAS, l'investisseur n'acquérant pas la qualité de commerçant, le délai de déclaration des revenus est celui des personnes physiques. Depuis la mise à disposition par l'administration fiscale d'un site internet et des déclarations d'IR pré-remplies, les dates limite de dépôt des déclarations d'IRPP ont été fixées ces dernières années à des dates oscillant entre début mai et mi-juin.

L'INVESTISSEUR EST-IL SOUMIS A CHARGES SOCIALES EN SA QUALITE D'ACTIONNAIRE DE LA SAS ?

Non, aucunement. Aucune cotisation n'est due à quelque titre que ce soit.

A L'ISSUE DES CINQ ANNEES DE VIE DE LA SAS L'INVESTISSEUR POSSEDE T-IL UN DROIT SUR LE BIEN FINANCE ?

Non. La défiscalisation en loi Girardin et LODEOM telle que pratiquée par ACI Outremer financement est un produit purement fiscal. Il n'ouvre aucun droit sur le bien objet de l'investissement.

EXISTE-T-IL UN SEUIL ET/OU PLAFOND DE SOUSCRIPTION POUR LES INVESTISSEURS ?

La politique d'ACI Financement Outremer en ce domaine peut-être restrictive en fixant un montant minimum d'apport. La demande d'agrément ayant reçu un avis favorable par la DGFIP en 2012, **cette opération est ainsi «plafonnée», il est donc nécessaire d'appliquer les plafonnements fiscaux issus de la loi de Finances 2012.**

EXISTE-T-IL UN PLAFOND DE REDUCTION D'IMPOTS POUR LES INVESTISSEURS ?

OUI. La demande d'agrément ayant reçu un avis favorable par la DGFIP en 2012, **il est donc nécessaire d'appliquer les plafonnements fiscaux issus de la loi de Finances 2012 :**

- Un plafonnement global d'un montant de 18 000 € + 4 % du Revenu Imposable
- Un plafonnement spécifique aux investissements réalisés dans les DOM d'un montant de 30 600 € net de rétrocession ou, sur option du contribuable, de 11% de son revenu imposable (article 199 undecies A et B du CGI)

En annexe de la notice sont présentés les calculs de détermination du plafonnement global et de la défiscalisation " LOI LODEOM (venant modifier la loi GIRARDIN anciennement applicable) ".

LE MONTANT DE REDUCTION D'IMPOT NON UTILISE PEUT-IL ETRE REPORTE SUR LES PROCHAINES ANNEES ?

Oui, l'excédent de réduction d'impôts peut-être utilisé pour le paiement de l'impôt au titre des cinq exercices fiscaux suivants. A l'expiration de cette période, le solde de la créance d'impôt n'est pas remboursable.

QUELLES SONT LES PIECES NECESSAIRES AFIN DE POUVOIR SOUSCRIRE A UNE OPERATION DE DEFISCALISATION EN SAS ?

Les pièces nécessaires sont précisées dans le document intitulé « Bulletin de souscription »

LES ACTIONS DE SAS ONT ELLES UNE VALEUR FISCALE ?

NON. La SAS est à vocation comptable déficitaire. Ainsi, son actif net n'a aucune valeur et les actions détenues par les investisseurs ne sont pas prises en compte dans l'assiette de calcul de l'Impôt Sur la Fortune.

L'opération d'investissement en Girardin Industrielle peut comporter un certain nombre de risques. Les risques peuvent être liés à la nature de l'activité de l'exploitant (1), à la qualité des biens financés (2), au non respect des autres dispositions légales (3), au non respect de la durée d'exploitation du bien (4), au défaut de montage de l'opération (5).

1 – Nature de l'activité de l'exploitant

L'activité de l'exploitant doit être éligible au dispositif Girardin. A défaut la réduction d'impôt pratiquée est susceptible d'être remise en cause par l'administration fiscale.

2 – Qualité des biens financés

Il doit s'agir d'immobilisations productives ayant la qualité de biens neufs. A défaut ces investissements sont inéligibles au dispositif Girardin. Toute réduction d'impôt pratiquée dans un tel cadre serait donc illégale et susceptible d'être remise en cause par l'administration fiscale.

3 – Non respect des autres dispositions légales

En cas de non respect des autres dispositions légales (agrément préalable, montant de la rétrocession au locataire, etc...) la réduction d'impôt pratiquée est susceptible d'être remise en cause.

4 – Non respect de la durée d'exploitation du bien

Dans le cadre d'une opération Girardin Industrielle - LODEOM, la réduction d'impôt est accordée sous réserve que le bien, objet de l'investissement, soit exploité durant 7 ans, sous peine de voir l'opération requalifiée par l'administration fiscale qui serait susceptible de remettre en cause la réduction d'impôt pratiquée dans ce cadre. (5 ans pour les biens dont la durée de vie est comprise entre 5 et 7 ans – sur la durée de vie du bien pour les biens fiscalement amortis sur une durée inférieure à 5 ans).

5 – Défaut de montage de l'opération

Le défaut de montage imputable à l'opérateur aura pour conséquence une remise en cause de l'opération Girardin industrielle / LODEOM par l'administration fiscale.

A – ARTICLE 199 UNDECIES B DU CGI

Modifié par [LOI n°2011-1977 du 28 décembre 2011 - art. 10](#)

Modifié par [LOI n°2011-1977 du 28 décembre 2011 - art. 83 \(V\)](#)

I. Les contribuables domiciliés en France au sens de [l'article 4 B](#) peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu à raison des investissements productifs neufs qu'ils réalisent dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy, dans les îles Wallis-et-Futuna et les Terres australes et antarctiques françaises, dans le cadre d'une entreprise exerçant une activité agricole ou une activité industrielle, commerciale ou artisanale relevant de [l'article 34](#).

Toutefois, n'ouvrent pas droit à la réduction d'impôt les investissements réalisés dans les secteurs d'activité suivants :

a) Commerce ;

b) Les cafés, débits de tabac et débits de boisson ainsi que la restauration, à l'exception des restaurants dont le dirigeant est titulaire du titre de maître-restaurateur mentionné à [l'article 244 quater Q](#) et qui ont été contrôlés dans le cadre de la délivrance de ce titre ainsi que, le cas échéant, des restaurants de tourisme classés à la date de publication de la [loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009](#) de développement et de modernisation des services touristiques ;

c) Conseils ou expertise ;

d) (Abrogé) ;

e) Education, santé et action sociale ;

f) Banque, finance et assurance ;

g) Toutes activités immobilières ;

h) La navigation de croisière, la réparation automobile, les locations sans opérateurs, à l'exception de la location directe de navires de plaisance ou au profit des personnes physiques utilisant pour une durée n'excédant pas deux mois des véhicules de tourisme au sens de [l'article 1010](#) ;

i) Les services fournis aux entreprises, à l'exception de la maintenance, des activités de nettoyage et de conditionnement à façon et des centres d'appel ;

j) Les activités de loisirs, sportives et culturelles, à l'exception, d'une part, de celles qui s'intègrent directement et à titre principal à une activité hôtelière ou touristique et ne consistent pas en l'exploitation de jeux de hasard et d'argent et, d'autre part, de la production et de la diffusion audiovisuelles et cinématographiques ;

k) Les activités associatives ;

I) Les activités postales.

La réduction d'impôt prévue au premier alinéa s'applique également aux travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de village de vacances classés et aux logiciels qui sont nécessaires à l'utilisation des investissements éligibles, lorsque ces travaux et logiciels constituent des éléments de l'actif immobilisé. La réduction d'impôt ne s'applique pas à l'acquisition de véhicules de tourisme au sens de l'article 1010 qui ne sont pas strictement indispensables à l'activité de l'exploitant. Les conditions d'application de la phrase précédente sont fixées par arrêté du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'outre-mer.

La réduction d'impôt prévue au premier alinéa s'applique également aux investissements nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial réalisés dans des secteurs éligibles, quelles que soient la nature des biens et leur affectation finale. La réduction d'impôt prévue au premier alinéa ne s'applique pas aux investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil.

La réduction d'impôt est de 38,25 % du montant, hors taxes et hors frais de toute nature, notamment les commissions d'acquisition, à l'exception des frais de transport, d'installation et de mise en service amortissables, des investissements productifs, diminué de la fraction de leur prix de revient financée par une subvention publique. Les projets d'investissement comportant l'acquisition, l'installation ou l'exploitation d'équipements de production d'énergie renouvelable sont pris en compte dans la limite d'un montant par watt installé fixé par arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de l'outre-mer et de l'énergie pour chaque type d'équipement. Ce montant prend en compte les coûts d'acquisition et d'installation directement liés à ces équipements. Le taux de la réduction d'impôt est porté à 45,9 % pour les investissements réalisés en Guyane dans les limites définies par les règles communautaires relatives aux aides d'Etat, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon ou à Wallis-et-Futuna. Les taux de 38,25 % et 45,9 % susmentionnés sont respectivement portés à 45,9 % et 53,55 % pour les investissements réalisés dans le secteur de la production d'énergie renouvelable. Le taux de la réduction d'impôt est porté à 45,9 % pour les travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de village de vacances classés réalisés en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon et en Nouvelle-Calédonie.

Le taux de la réduction d'impôt est porté à 53,55 % pour les travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de village de vacances classés dans les départements d'outre-mer. Le bénéfice de cette mesure est accordé à l'exploitant lorsqu'il prend en charge ces travaux.

Les dispositions du premier alinéa s'appliquent aux investissements réalisés par une société soumise au régime d'imposition prévu à l'article 8, à l'exclusion des sociétés en participation, ou un groupement mentionné aux [articles 239 quater ou 239 quater C](#), dont les parts sont détenues directement, ou par l'intermédiaire d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, par des contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B. En ce cas, la réduction d'impôt est pratiquée par les associés ou membres dans une proportion correspondant à leurs droits dans la société ou le groupement.

La réduction d'impôt prévue au premier alinéa est pratiquée au titre de l'année au cours de laquelle l'investissement est réalisé. Toutefois, en cas d'acquisition d'un immeuble à construire ou de construction d'immeuble, la réduction d'impôt prévue au premier alinéa est pratiquée au titre de l'année au cours de laquelle les fondations sont achevées. Si l'immeuble n'est pas achevé dans les deux ans suivant la date à laquelle les fondations sont achevées, la réduction d'impôt pratiquée fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle intervient le terme de ce délai.

Lorsque le montant de la réduction d'impôt excède l'impôt dû par le contribuable ayant réalisé l'investissement, le solde peut être reporté, dans les mêmes conditions, sur l'impôt sur le revenu des années suivantes jusqu'à la cinquième inclusivement.

Toutefois, sur demande du contribuable qui, dans le cadre de l'activité ayant ouvert droit à réduction, participe à l'exploitation au sens des dispositions du 1° bis du I de l'article 156, la fraction non utilisée peut être remboursée à compter de la troisième année, dans la limite d'un montant de 100 000 euros par an ou de 300 000 euros par période de trois ans. Cette fraction non utilisée constitue au profit de l'entreprise une créance sur l'Etat d'égal montant. Cette créance est inaliénable et incessible, sauf dans les conditions prévues par les [articles L. 313-23 à L. 313-35](#) du code monétaire et financier.

Si, dans le délai de cinq ans de son acquisition ou de sa création ou pendant sa durée normale d'utilisation si elle est inférieure, l'investissement ayant ouvert droit à réduction d'impôt est cédé ou cesse d'être affecté à l'activité pour laquelle il a été acquis ou créé, ou si l'acquéreur cesse son activité, la réduction d'impôt pratiquée fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle cet événement est intervenu. Le revenu global de cette même année est alors majoré du montant des déficits indûment imputés en application du I bis.

Toutefois, la reprise de la réduction d'impôt n'est pas effectuée lorsque les biens ayant ouvert droit à réduction d'impôt sont transmis dans le cadre des opérations mentionnées aux [articles 41](#) et [151 octies](#), si le bénéficiaire de la transmission s'engage à conserver ces biens et à maintenir leur affectation initiale pendant la fraction du délai de conservation restant à courir. L'engagement est pris dans l'acte constatant la transmission ou, à défaut, dans un acte sous seing privé ayant date certaine, établi à cette occasion. En cas de non-respect de cet engagement, le bénéficiaire de la transmission doit, au titre de l'exercice au cours duquel cet événement est intervenu, ajouter à son résultat une somme égale au triple du montant de la réduction d'impôt à laquelle les biens transmis ont ouvert droit.

Lorsque l'investissement est réalisé par une société ou un groupement visés aux dix-neuvième et vingt-septième alinéas, les associés ou membres doivent, en outre, conserver les parts ou actions de cette société ou de ce groupement pendant un délai de cinq ans à compter de la réalisation de l'investissement. A défaut, la réduction d'impôt qu'ils ont pratiquée fait l'objet d'une reprise au titre de l'année de la cession. Le revenu global de cette même année est alors majoré des déficits indûment imputés en application du I bis. Les montants de cette reprise et de cette majoration sont diminués, le cas échéant, dans la proportion de leurs droits dans la société ou le groupement, des reprises et majorations déjà effectuées en application des dispositions du vingt-troisième alinéa.

La réduction d'impôt prévue au présent I s'applique aux investissements productifs mis à la disposition d'une entreprise dans le cadre d'un contrat de location si les conditions mentionnées aux quinzisième à dix-huitième alinéas du I de [l'article 217 undecies](#) sont remplies et si 62,5 % de la réduction d'impôt sont rétrocédés à l'entreprise locataire sous forme de diminution du loyer et du prix de cession du bien à l'exploitant. Ce taux est ramené à 52,63 % pour les investissements dont le montant par programme et par exercice est inférieur à 300 000 euros par exploitant. Si, dans le délai de cinq ans de la mise à disposition du bien loué ou pendant sa durée normale d'utilisation si elle est inférieure, l'une des conditions visées au présent alinéa cesse d'être respectée, la réduction d'impôt pratiquée fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle cet événement se réalise. Le revenu global de cette même année est alors majoré des déficits indûment imputés en application du I bis. Lorsque l'entreprise locataire cesse son activité dans le délai mentionné à la troisième phrase, la reprise de la réduction d'impôt est limitée aux trois quarts du montant de cette réduction d'impôt. Il n'est pas procédé à la reprise mentionnée à la troisième phrase lorsque, en cas de défaillance de l'entreprise locataire, les biens ayant ouvert droit à la réduction d'impôt sont donnés en location à une nouvelle entreprise qui s'engage à les maintenir dans l'activité pour laquelle ils ont été acquis ou créés pendant la fraction du délai de cinq ans restant à courir dans les conditions prévues au présent alinéa. L'octroi de la réduction d'impôt prévue au premier alinéa est subordonné au respect par les entreprises réalisant l'investissement et, le cas échéant, les entreprises exploitantes de leurs

obligations fiscales et sociales et de l'obligation de dépôt de leurs comptes annuels selon les modalités prévues aux articles [L. 232-21 à L. 232-23](#) du code de commerce à la date de réalisation de l'investissement. Sont considérés comme à jour de leurs obligations fiscales et sociales les employeurs qui, d'une part, ont souscrit et respectent un plan d'apurement des cotisations restant dues et, d'autre part, acquittent les cotisations en cours à leur date normale d'exigibilité. Pour l'application de la première phrase en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, les références aux dispositions du code de commerce sont remplacées par les dispositions prévues par la réglementation applicable localement.

La réduction d'impôt prévue au présent I s'applique, dans les conditions prévues au vingt-sixième alinéa, aux investissements réalisés par une société soumise de plein droit à l'impôt sur les sociétés dont les actions sont détenues intégralement et directement par des contribuables, personnes physiques, domiciliés en France au sens de l'article 4 B. En ce cas, la réduction d'impôt est pratiquée par les associés dans une proportion correspondant à leurs droits dans la société. L'application de cette disposition est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1° Les investissements ont reçu un agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l'article 217 undecies ;

2° Les investissements sont mis à la disposition d'une entreprise dans le cadre d'un contrat de location respectant les conditions mentionnées aux quinzième à dix-huitième alinéas du I de l'article 217 undecies et 62,5 % de la réduction d'impôt sont rétrocédés à l'entreprise locataire sous forme de diminution du loyer et du prix de cession du bien à l'exploitant. Les dispositions du trente-troisième alinéa sont applicables ;

3° La société réalisant l'investissement a pour objet exclusif l'acquisition d'investissements productifs en vue de la location au profit d'une entreprise située dans les départements ou collectivités d'outre-mer.

Les associés personnes physiques mentionnés au vingt-septième alinéa ne peuvent bénéficier, pour la souscription au capital de la société mentionnée au même alinéa, des réductions d'impôt prévues aux [articles 199 undecies A, 199 terdecies-0 A](#) et [885-0 V bis](#) et la société mentionnée au vingt-septième alinéa ne peut bénéficier des dispositions prévues à l'article 217 undecies.

Le 11 de [l'article 150-0 D](#) n'est pas applicable aux moins-values constatées par les contribuables mentionnés au vingt-septième alinéa lors de la cession des titres des sociétés mentionnées à ce même alinéa. Le 2° du 3 de l'article 158 ne s'applique pas aux revenus distribués par ces sociétés.

Pour les investissements dont la durée normale d'utilisation est égale ou supérieure à sept ans, et qui sont loués dans les conditions prévues au vingt-sixième alinéa, la réduction d'impôt prévue est applicable lorsque l'entreprise locataire prend l'engagement d'utiliser effectivement pendant sept ans au moins ces investissements dans le cadre de l'activité pour laquelle ils ont été acquis ou créés.

Lorsque la réduction d'impôt mentionnée au présent I est acquise dans les conditions prévues aux vingt-sixième et vingt-neuvième alinéas et que la fraction de la réduction d'impôt rétrocédée à l'entreprise locataire est de 62,5 %, les taux de 38,25 % et 45,9 % mentionnés au dix-septième alinéa sont, respectivement, portés à 45,3 % et 54,36 % et les taux de 45,9 % et 53,55 % mentionnés à la cinquième phrase du même alinéa sont, respectivement, portés à 54,36 % et 63,42 %. Dans les mêmes conditions, le taux de 53,55 % mentionné au dix-huitième alinéa est porté à 63,42 %.

Lorsque la réduction d'impôt mentionnée au présent I est acquise dans les conditions prévues aux vingt-sixième et vingt-neuvième alinéas et que la fraction de la réduction d'impôt rétrocédée à l'entreprise locataire est de 52,63 %, les taux de 38,25 % et 45,9 % mentionnés au dix-septième alinéa sont, respectivement, portés à 44,12 % et 52,95

% et les taux de 45,9 % et 53,55 % mentionnés à la cinquième phrase du même alinéa sont, respectivement, portés à 52,95 % et 61,77 %. Dans les mêmes conditions, le taux de 53,55 % mentionné au dix-huitième alinéa est porté à 61,77 %.

I bis.-1. En cas de location, dans les conditions mentionnées au vingt-sixième alinéa du I, d'un hôtel, d'une résidence de tourisme ou d'un village de vacances classés ayant fait l'objet de travaux de rénovation ou de réhabilitation ouvrant droit au bénéfice des dispositions du dix-huitième alinéa du I, les dispositions du II de l'article 39 C et, pour la partie de déficit provenant des travaux bénéficiant des dispositions du dix-huitième alinéa du I, les dispositions du 1° bis du I de l'article 156 ne sont pas applicables.

2. Les dispositions du 1 sont applicables sur agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues aux 1 et 2 du III de l'article 217 undecies et si 62,5 % de l'avantage en impôt procuré par l'imputation des déficits provenant de la location d'un hôtel, d'une résidence de tourisme ou d'un village de vacances classés et par la réduction d'impôt visée au dix-huitième alinéa du I sont rétrocédés à l'entreprise locataire sous forme de diminution de loyer et du prix de cession du bien à l'exploitant.

3. Les dispositions du 1 sont applicables, pour une durée de cinq ans à compter de la date de clôture de l'exercice de livraison ou d'achèvement, aux opérations de rénovation ou de réhabilitation d'un hôtel, d'une résidence de tourisme ou d'un village de vacances classés réalisées entre la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2003-660 du 21 juillet 2003 de programme pour l'outre-mer et le 31 décembre 2008.

I ter.-Le I s'applique aux équipements et opérations de pose de câbles sous-marins de communication desservant pour la première fois la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les îles Wallis et Futuna, la Nouvelle-Calédonie ou les Terres australes et antarctiques françaises lorsque, parmi les options techniques disponibles pour développer les systèmes de communication outre-mer, le choix de cette technologie apparaît le plus pertinent.

Le bénéfice de ces dispositions est subordonné au respect des conditions suivantes :

a) Les investissements mentionnés au premier alinéa doivent avoir reçu l'agrément préalable du ministre chargé du budget et répondre aux conditions prévues aux a à d du 1 du III de l'article 217 undecies ;

b) Les fournisseurs des investissements éligibles ont été choisis au terme d'une procédure de mise en concurrence préalable au dépôt de la demande d'agrément et ayant fait l'objet d'une publicité ;

c) A l'occasion de la demande d'agrément mentionnée au a, la société exploitante est tenue d'indiquer à l'administration fiscale les conditions techniques et financières dans lesquelles les opérateurs de communications électroniques déclarés auprès de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes peuvent, sur leur demande, accéder aux capacités offertes par le câble sous-marin, au départ de la collectivité desservie ou vers cette collectivité. Le caractère équitable de ces conditions et leur évolution sont appréciés par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes dans les formes et dans les conditions prévues à [l'article L. 36-8](#) du code des postes et des communications électroniques.

La base éligible de la réduction d'impôt est égale à la moitié du coût de revient hors taxes et hors frais de toute nature, notamment les commissions d'acquisition, à l'exception des frais de transport de ces équipements et opérations, diminuée du montant des subventions publiques accordées pour leur financement. Le taux de la réduction d'impôt est de 45 %. Le montant de l'aide fiscale peut être réduit de moitié au plus, compte tenu du besoin de financement de la société exploitante pour la réalisation de ce projet et de l'impact de l'aide sur les

tarifs. Par dérogation au présent I ter, le I s'applique également aux équipements et opérations de pose des câbles sous-marins de secours desservant la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les îles Wallis et Futuna, la Nouvelle-Calédonie ou les Terres australes et antarctiques françaises lorsqu'ils respectent les conditions prévues aux a, b et c. La base éligible de la réduction d'impôt est égale au quart du coût de revient hors taxes et hors frais de toute nature, notamment les commissions d'acquisition, à l'exception des frais de transport de ces équipements et opérations, diminué du montant des subventions publiques accordées pour leur financement.

II. 1. Les investissements mentionnés au I et dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 1 000 000 euros ne peuvent ouvrir droit à réduction que s'ils ont reçu un agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l'article 217 undecies.

Les dispositions du premier alinéa sont également applicables aux investissements mentionnés au I et dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 250 000 euros, lorsque le contribuable ne participe pas à l'exploitation au sens des dispositions du 1° bis du I de l'article 156. Le seuil de 250 000 euros s'apprécie au niveau de l'entreprise, société ou groupement qui inscrit l'investissement à l'actif de son bilan ou qui en est locataire lorsqu'il est pris en crédit-bail auprès d'un établissement financier.

2. Pour ouvrir droit à réduction et par dérogation aux dispositions du 1, les investissements mentionnés au I doivent avoir reçu l'agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l'article 217 undecies lorsqu'ils sont réalisés dans les secteurs des transports, de la navigation de plaisance, de l'agriculture, de la pêche maritime et de l'aquaculture, de l'industrie charbonnière et de la sidérurgie, de la construction navale, des fibres synthétiques, de l'industrie automobile ou concernant la rénovation et la réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de village de vacances classés ou des entreprises en difficultés ou qui sont nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial.

III.-Les aides octroyées par Mayotte, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les îles Wallis et Futuna ainsi que la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de leur compétence fiscale propre au titre de projets d'investissements sont sans incidence sur la détermination du montant des dépenses éligibles retenues pour l'application des I et I ter.

IV. Un décret en Conseil d'Etat précise, en tant que de besoin, les modalités d'application des I, I bis, I ter et II et notamment les obligations déclaratives.

NOTA: LOI n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 art 83 IV : les dispositions du présent article sont applicables à compter de l'imposition des revenus de l'année 2012 pour les dépenses payées à compter du 1er janvier 2012, à l'exception de celles pour lesquelles le contribuable justifie qu'il a pris au plus tard le 31 décembre 2011 l'engagement de réaliser un investissement immobilier ouvrant droit à la réduction d'impôt mentionnée à l'article 199 undecies A. A titre transitoire, l'engagement de réaliser un investissement immobilier peut prendre la forme d'une réservation, à condition qu'elle soit enregistrée chez un notaire ou au service des impôts au plus tard le 31 décembre 2011 et que l'acte authentique soit passé au plus tard le 31 mars 2012. Lorsque le bénéfice de la réduction d'impôt est subordonné à l'agrément préalable du ministre chargé du budget prévu au II de l'article 199 undecies B du code général des impôts, les I à III du présent article ne s'appliquent ni aux investissements agréés avant le 28 septembre 2011, ni aux investissements ayant fait l'objet d'une demande d'agrément avant cette date, agréés avant le 31 décembre 2011 et qui ouvrent droit à la réduction d'impôt sur les revenus de l'année 2011.

Modifié par [LOI n°2011-1977 du 28 décembre 2011 - art. 10](#)

I. Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent déduire de leurs résultats imposables une somme égale au montant, hors taxes et hors frais de toute nature, notamment les commissions d'acquisition, à l'exception des frais de transport, d'installation et de mise en service amortissables, des investissements productifs, diminuée de la fraction de leur prix de revient financée par une subvention publique, qu'elles réalisent dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion pour l'exercice d'une activité éligible en application du I de l'article 199 undecies B. Pour les projets d'investissement comportant l'acquisition, l'installation ou l'exploitation d'équipements de production d'énergie renouvelable, ce montant est pris en compte dans la limite d'un montant par watt installé fixé par arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de l'énergie, de l'outre-mer et de l'industrie pour chaque type d'équipement. Ce montant prend en compte les coûts d'acquisition et d'installation directement liés à ces équipements. La déduction est opérée sur le résultat de l'exercice au cours duquel l'investissement est réalisé, le déficit éventuel de l'exercice étant reporté dans les conditions prévues au I de l'article 209. Toutefois, en cas d'acquisition d'un immeuble à construire ou de construction d'immeuble, la déduction est opérée sur le résultat de l'exercice au cours duquel les fondations sont achevées. Si l'immeuble n'est pas achevé dans les deux ans suivant la date de l'achèvement des fondations, la somme déduite est rapportée au résultat imposable au titre de l'exercice au cours duquel intervient le terme de ce délai. La déduction s'applique également aux investissements réalisés par une société soumise au régime d'imposition prévu à l'article 8, à l'exclusion des sociétés en participation, ou un groupement mentionné aux articles 239 quater ou 239 quater C, dont les parts sont détenues directement par des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés. Dans ce cas, la déduction est pratiquée par les associés ou membres dans une proportion correspondant à leurs droits dans la société ou le groupement.

La déduction prévue au premier alinéa ne s'applique qu'à la fraction du prix de revient des investissements réalisés par les entreprises qui excède le montant des apports en capital ouvrant droit au profit de leurs associés aux déductions prévues au II et aux articles 199 undecies ou 199 undecies A et le montant des financements, apports en capital et prêts participatifs, apportés par les sociétés de financement définies au g du 2 de l'article 199 undecies A.

La déduction prévue au premier alinéa s'applique aux travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de village de vacances classés et aux logiciels nécessaires à l'utilisation des investissements éligibles, lorsque ces travaux et logiciels constituent des éléments de l'actif immobilisé.

La déduction prévue au premier alinéa s'applique à la réalisation d'investissements nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial et réalisés dans des secteurs éligibles définis par ce même alinéa, quelles que soient la nature des biens et leur affectation finale. La déduction prévue au premier alinéa ne s'applique pas aux investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil.

La déduction prévue au premier alinéa s'applique aux investissements mentionnés au premier alinéa du I ter de l'article 199 undecies B à hauteur de la moitié de leur coût de revient, hors taxes et hors frais de toute nature, notamment les commissions d'acquisition, à l'exception des frais de transport, diminuée du montant des subventions publiques accordées pour leur financement, lorsque les conditions prévues à ce même I ter sont satisfaites. Pour les équipements et opérations de pose du câble de secours mentionnés au dernier alinéa de ce même I ter, la déduction s'applique aux investissements à hauteur du quart de leur coût de revient, sous réserve du respect des conditions prévues à la phrase précédente. Le montant de l'aide fiscale peut être réduit de moitié au plus, compte tenu du besoin de financement de la société exploitante pour la réalisation de ce projet et de l'impact de l'aide sur les tarifs.

La déduction prévue au premier alinéa s'applique aux acquisitions ou constructions de logements neufs à usage locatif situés dans les départements d'outre-mer si les conditions suivantes sont réunies :

1° L'entreprise s'engage à louer l'immeuble nu dans les six mois de son achèvement, ou de son acquisition si elle est postérieure, et pendant six ans au moins à des personnes qui en font leur résidence principale ;

2° Le loyer et les ressources du locataire n'excèdent pas des plafonds fixés par décret.

Si, dans le délai de cinq ans de son acquisition ou de sa création, ou pendant sa durée normale d'utilisation si elle est inférieure, l'investissement ayant ouvert droit à déduction est cédé ou cesse d'être affecté à l'exploitation de l'entreprise utilisatrice ou si l'acquéreur cesse son activité, les sommes déduites sont rapportées au résultat imposable de l'entreprise ayant opéré la déduction au titre de l'exercice au cours duquel cet événement se réalise ; ces conséquences sont également applicables si les conditions prévues aux septième et huitième alinéas cessent d'être respectées.

Toutefois, la reprise de la déduction n'est pas effectuée lorsque les biens ayant ouvert droit à déduction sont transmis dans le cadre des opérations mentionnées aux articles 210 A ou 210 B si le bénéficiaire de la transmission s'engage à maintenir l'exploitation des biens outre-mer dans le cadre d'une activité éligible pendant la fraction du délai de conservation restant à courir.

L'engagement est pris dans l'acte constatant la transmission ou, à défaut, dans un acte sous seing privé ayant date certaine, établi à cette occasion.

En cas de non-respect de cet engagement, le bénéficiaire de la transmission doit rapporter à ses résultats imposables, au titre de l'exercice au cours duquel l'engagement cesse d'être respecté, une somme égale au montant de la déduction fiscale à laquelle les biens transmis ont ouvert droit.

Lorsque l'investissement est réalisé par une société ou un groupement visés aux deux dernières phrases du premier alinéa, les associés ou membres doivent, en outre, conserver les parts de cette société ou de ce groupement pendant un délai de cinq ans à compter de la réalisation de l'investissement. A défaut, ils doivent ajouter à leur résultat imposable de l'exercice de cession le montant des déductions qu'ils ont pratiquées, diminué, le cas échéant, dans la proportion de leurs droits dans la société ou le groupement, des sommes déjà réintégrées en application des dispositions du neuvième alinéa.

La déduction prévue au premier alinéa s'applique aux investissements productifs mis à la disposition d'une entreprise dans le cadre d'un contrat de location si les conditions suivantes sont réunies :

1° Le contrat de location est conclu pour une durée au moins égale à cinq ans ou pour la durée normale d'utilisation du bien loué si elle est inférieure ;

2° Le contrat de location revêt un caractère commercial ;

3° L'entreprise locataire aurait pu bénéficier de la déduction prévue au premier alinéa si, imposable en France, elle avait acquis directement le bien ;

4° L'entreprise propriétaire de l'investissement a son siège en France métropolitaine ou dans un département d'outre-mer ;

5° Les trois quarts de l'avantage en impôt procuré par la déduction pratiquée au titre de l'investissement et par l'imputation du déficit provenant de la location du bien acquis et de la moins-value réalisée lors de la cession de ce

bien ou des titres de la société bailleuse sont rétrocédés à l'entreprise locataire sous forme de diminution du loyer et du prix de cession du bien à l'exploitant.

Si l'une des conditions énumérées aux quinzième à dix-neuvième alinéas cesse d'être respectée dans le délai mentionné au quinzième alinéa, les sommes déduites sont rapportées au résultat imposable de l'entreprise propriétaire de l'investissement au titre de l'exercice au cours duquel cet événement se réalise. Les sommes déduites ne sont pas rapportées lorsque, en cas de défaillance de l'entreprise locataire, les biens ayant ouvert droit à déduction sont donnés en location à une nouvelle entreprise, qui s'engage à les maintenir dans l'activité pour laquelle ils ont été acquis ou créés pendant la fraction du délai de cinq ans restant à courir, sous réserve que la condition mentionnée au dix-neuvième alinéa demeure vérifiée.

Pour les investissements dont la durée normale d'utilisation est au moins égale à sept ans, les quinzième à vingtième alinéas sont applicables lorsque l'entreprise locataire prend l'engagement d'utiliser effectivement pendant sept ans au moins ces investissements dans le cadre de l'activité pour laquelle ils ont été acquis ou créés.

I bis.-La déduction prévue au premier alinéa du I s'applique également aux acquisitions ou constructions de logements neufs situés en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique ou à La Réunion si les conditions suivantes sont réunies :

1° L'entreprise signe avec une personne physique, dans les six mois de l'achèvement de l'immeuble, ou de son acquisition si elle est postérieure, un contrat de location-accession dans les conditions prévues par la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière ;

2° L'acquisition ou la construction de l'immeuble a été financée au moyen d'un prêt mentionné au I de l'article R. 331-76-5-1 du code de la construction et de l'habitation ;

3° Les trois quarts de l'avantage en impôt procuré par la déduction pratiquée au titre de l'acquisition ou la construction de l'immeuble sont rétrocédés à la personne physique signataire du contrat mentionné au 1° sous forme de diminution de la redevance prévue à l'article 5 de la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 précitée et du prix de cession de l'immeuble.

II. Les entreprises mentionnées au I peuvent, d'autre part, déduire de leurs résultats imposables une somme égale au montant total des souscriptions au capital des sociétés de développement régional des départements d'outre-mer ou des sociétés effectuant dans les douze mois de la clôture de la souscription dans les mêmes départements des investissements productifs dans les secteurs d'activité éligibles en application du I de l'article 199 undecies B. Lorsque la société affecte tout ou partie de la souscription à la construction d'immeubles destinés à l'exercice d'une activité éligible, elle doit s'engager à en achever les fondations dans les deux ans qui suivent la clôture de la souscription. La société doit s'engager à maintenir l'affectation des biens à l'activité éligible pendant les cinq ans qui suivent leur acquisition ou pendant leur durée normale d'utilisation si elle est inférieure. En cas de non-respect de cet engagement, les sommes déduites sont rapportées aux résultats imposables de l'entreprise ayant opéré la déduction au titre de l'exercice au cours duquel le non-respect de l'engagement est constaté ; ces dispositions ne sont pas applicables si les immobilisations en cause sont comprises dans un apport partiel d'actif réalisé sous le bénéfice de l'article 210 B ou si la société qui en est propriétaire fait l'objet d'une fusion placée sous le régime de l'article 210 A, à la condition que la société bénéficiaire de l'apport, ou la société absorbante selon le cas, réponde aux conditions d'activité prévues au présent alinéa et reprenne, sous les mêmes conditions et sanctions, l'engagement mentionné à la phrase qui précède pour la fraction du délai restant à courir.

La déduction prévue au premier alinéa s'applique aux souscriptions au capital de sociétés effectuant dans les départements d'outre-mer des travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de

village de vacances classés et aux logiciels nécessaires à l'utilisation des investissements éligibles, lorsque ces travaux et logiciels constituent des éléments de l'actif immobilisé.

La déduction prévue au premier alinéa s'applique aux souscriptions au capital de sociétés concessionnaires effectuant dans les départements d'outre-mer des investissements productifs nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial, et dont l'activité s'exerce exclusivement dans un secteur éligible, quelles que soient la nature des biens qui constituent l'emploi de la souscription et leur affectation définitive, dans les départements ou collectivités d'outre-mer.

II bis. La déduction prévue au premier alinéa du II s'applique aux souscriptions aux augmentations de capital de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés exerçant exclusivement leur activité dans les départements d'outre-mer dans un secteur éligible défini par ce même alinéa, et qui sont en difficulté au sens de l'article 44 septies.

Le bénéfice de cette déduction concerne les augmentations de capital qui interviennent dans les trois années postérieures à la première décision d'agrément octroyée en application du présent II bis. Il est accordé si les conditions suivantes sont satisfaites :

a) le montant de l'augmentation du capital de la société en difficulté doit permettre aux souscripteurs de détenir globalement plus de 50 % de ses droits de vote et de ses droits à dividendes ; la souscription ne doit pas être réalisée, directement ou indirectement, par des personnes qui ont été associées, directement ou indirectement, de la société en difficulté au cours de l'une des cinq années précédant l'acquisition ;

b) (abrogé)

c) (abrogé)

d) l'opération a reçu l'agrément préalable du ministre du budget dans les conditions prévues au III.

II ter. La déduction prévue au premier alinéa du II s'applique aux souscriptions au capital de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et qui sont affectées exclusivement à l'acquisition ou à la construction de logements neufs dans les départements d'outre-mer lorsque ces sociétés ont pour activité exclusive la location de tels logements dans les conditions mentionnées aux septième et huitième alinéas du I.

Cette déduction s'applique sous les conditions et sanctions prévues au II, à l'exception de celle mentionnée à la troisième phrase du premier alinéa du même II.

II quater. Les investissements et les souscriptions au capital mentionnés aux I, II et II ter et dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 1 000 000 euros ne peuvent ouvrir droit à déduction que s'ils ont reçu un agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III.

Les dispositions du premier alinéa sont également applicables aux investissements mentionnés au I et dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 250 000 euros (1), lorsqu'ils sont réalisés par une société ou un groupement mentionnés à l'avant-dernière phrase du premier alinéa de ce même I.

III.-1. Pour ouvrir droit à déduction, les investissements mentionnés au I réalisés dans les secteurs des transports, de la navigation de plaisance, de l'agriculture, de la pêche maritime et de l'aquaculture, de l'industrie charbonnière et de la sidérurgie, de la construction navale, des fibres synthétiques, de l'industrie automobile, ou concernant la rénovation et la réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de village de vacances classés ou des entreprises en difficultés, ou qui sont nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial doivent avoir reçu l'agrément préalable du ministre chargé du budget, après

avis du ministre chargé de l'outre-mer. L'organe exécutif des collectivités d'outre-mer compétentes à titre principal en matière de développement économique est tenu informé des opérations dont la réalisation le concerne.

L'agrément est délivré lorsque l'investissement :

- a) Présente un intérêt économique pour le département dans lequel il est réalisé ; il ne doit pas porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ou constituer une menace contre l'ordre public ou laisser présumer l'existence de blanchiment d'argent ;
- b) Poursuit comme l'un de ses buts principaux la création ou le maintien d'emplois dans ce département ;
- c) S'intègre dans la politique d'aménagement du territoire, de l'environnement et de développement durable ;
- d) Garantit la protection des investisseurs et des tiers.

L'octroi de l'agrément est subordonné au respect par les bénéficiaires directs ou indirects de leurs obligations fiscales et sociales et à l'engagement pris par ces mêmes bénéficiaires que puissent être vérifiées sur place les modalités de réalisation et d'exploitation de l'investissement aidé.

2. L'agrément est tacite à défaut de réponse de l'administration dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'agrément. Ce délai est ramené à deux mois lorsque la décision est prise et notifiée par l'autorité compétente de l'Etat dans les départements d'outre-mer.

Lorsque l'administration envisage une décision de refus d'agrément, elle doit en informer le contribuable par un courrier qui interrompt le délai mentionné au premier alinéa et offre la possibilité au contribuable, s'il le sollicite, de saisir, dans un délai de quinze jours, une commission consultative dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont définis par décret. En cas de saisine, un nouveau délai d'une durée identique à celle mentionnée au premier alinéa court à compter de l'avis de la commission. La commission dispose, pour rendre cet avis, d'un délai ne pouvant excéder deux mois.

Le délai mentionné au premier alinéa peut être interrompu par une demande de l'administration fiscale de compléments d'informations. Il est suspendu en cas de notification du projet pour examen et avis de la Commission européenne.

3. Toutefois, les investissements mentionnés au I dont le montant total n'excède pas 250 000 euros par programme et par exercice sont dispensés de la procédure d'agrément préalable lorsqu'ils sont réalisés par une entreprise qui exerce son activité dans les départements visés au I depuis au moins deux ans dans l'un des secteurs mentionnés au premier alinéa du 1. Il en est de même lorsque ces investissements sont donnés en location à une telle entreprise. L'entreprise propriétaire des biens ou qui les a acquis en crédit-bail joint à sa déclaration de résultat un état récapitulatif des investissements réalisés au cours de l'exercice et au titre desquels la déduction fiscale est pratiquée (1).

Le premier alinéa ne s'applique pas au secteur des transports, à l'exception des véhicules neufs de moins de sept places acquis par les entreprises de transports publics de voyageurs et affectés de façon exclusive à la réalisation desdits transports lorsque les conditions de transport sont conformes à un tarif réglementaire (1).

IV. En cas de cession dans le délai de cinq ans de tout ou partie des droits sociaux souscrits par les entreprises avec le bénéfice des déductions prévues aux II, II bis ou II ter les sommes déduites sont rapportées au résultat imposable de l'année de cession, dans la limite, de la totalité du prix de cession.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables dans le cas où, dans le délai de cinq ans, l'entreprise propriétaire des titres ayant ouvert droit à la déduction prévue aux II, II bis ou II ter fait l'objet d'une transmission dans le cadre des dispositions prévues aux articles 210 A ou 210 B si l'entreprise qui devient propriétaire des titres remplit les conditions nécessaires pour bénéficier de cette déduction et s'engage à conserver les titres pendant la fraction du délai de conservation restant à courir. L'engagement est pris dans l'acte constatant la transmission ou, à défaut, par acte sous seing privé ayant date certaine, établi à cette occasion.

En cas de non-respect de cet engagement, le bénéficiaire de la transmission doit rapporter à ses résultats imposables, au titre de l'exercice au cours duquel l'engagement cesse d'être respecté, une somme égale au montant de la déduction fiscale à laquelle les titres transmis ont ouvert droit, dans la limite de la totalité du prix de cession. Il en est de même dans le cas où les titres souscrits avec le bénéfice de la déduction prévue aux II, II bis ou II ter sont apportés ou échangés dans le cadre d'opérations soumises aux dispositions des articles 210 A ou 210 B, si l'entreprise conserve, sous les mêmes conditions et sanctions, les titres nouveaux qui se sont substitués aux titres d'origine.

IV bis. Le montant de la déduction prévue par le présent article n'est pas pris en compte pour le calcul de l'abattement prévu à l'article 44 quaterdecies.

Si, avant l'expiration du délai visé au premier alinéa l'un de ces investissements est cédé ou cesse d'être affecté à l'exploitation de l'entreprise utilisatrice ou si l'acquéreur cesse son activité, l'avantage résultant de l'application du premier alinéa est rapporté au résultat imposable de l'exercice au cours duquel cet événement se réalise, majoré d'un montant égal au produit de cet avantage par le taux de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727.

Toutefois, la reprise de l'avantage n'est pas effectuée lorsque les biens ayant ouvert droit à déduction sont transmis dans le cadre d'opérations soumises aux dispositions des articles 210 A ou 210 B, si le bénéficiaire de la transmission s'engage à maintenir l'exploitation des biens outre-mer dans le cadre d'une activité éligible pendant la fraction du délai de conservation restant à courir. L'engagement est pris dans l'acte constatant la transmission ou, à défaut, dans un acte sous seing privé ayant date certaine, établi à cette occasion. En cas de non-respect de cet engagement, le bénéficiaire de la transmission doit rapporter à son résultat imposable, au titre de l'exercice au cours duquel l'engagement de conservation cesse d'être respecté, l'avantage et la majoration correspondante mentionnés au deuxième alinéa qui, à défaut d'engagement, auraient dû être rapportés au résultat imposable de l'entreprise apporteuse.

IV ter.-La déduction prévue aux I, II, II bis ou II ter est subordonnée au respect par les sociétés réalisant l'investissement ou la souscription et, le cas échéant, les entreprises exploitantes, de leurs obligations fiscales et sociales et de l'obligation de dépôt de leurs comptes annuels selon les modalités prévues aux articles L. 232-21 à L. 232-23 du code de commerce à la date de réalisation de l'investissement ou de la souscription.

Sont considérés comme à jour de leurs obligations fiscales et sociales les employeurs qui, d'une part, ont souscrit et respectent un plan d'apurement des cotisations restant dues et, d'autre part, acquittent les cotisations en cours à leur date normale d'exigibilité.

Pour l'application du premier alinéa en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, les références aux dispositions du code de commerce sont remplacées par les dispositions prévues par la réglementation applicable localement.

V.-Les dispositions du présent article sont applicables aux investissements réalisés ou aux souscriptions versées à compter de la date de promulgation de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer, à l'exception des investissements et des souscriptions pour l'agrément desquels une demande est parvenue à l'administration avant cette date.

Les dispositions du présent article sont applicables aux seuls investissements neufs et travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de village de vacances classés réalisés ou aux souscriptions versées jusqu'au 31 décembre 2017.

Un décret en Conseil d'Etat précise, en tant que de besoin, les modalités de leur application et notamment les obligations déclaratives.

NOTA:

Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 article 36 VI : Les présentes dispositions s'appliquent à compter du 29 septembre 2010 . Toutefois, la réduction ou la déduction d'impôt restent applicables, dans les conditions prévues par les dispositions antérieures à la présente loi

a) Lorsque le bénéfice de la réduction ou de la déduction d'impôt n'est pas subordonné à l'agrément préalable du ministre chargé du budget prévu aux II de l'article 199 undecies B et II quater de l'article 217 undecies du code général des impôts, d'une part, aux investissements pour l'acquisition desquels le bénéficiaire de la réduction ou de la déduction a accepté un devis et versé un acompte avant le 29 septembre 2010 et, d'autre part, à ceux réalisés par les sociétés et groupements mentionnés aux dix-neuvième et vingt-septième alinéas du I de l'article 199 undecies B et à l'avant-dernière phrase du premier alinéa du I et au II de l'article 217 undecies, lorsque la réduction d'impôt ou la déduction à laquelle ils auraient ouvert droit en application de ces mêmes articles a été obtenue à raison d'acquisitions ou de souscriptions de parts faites avant le 29 septembre 2010 ;

b) Lorsque le bénéfice de la réduction ou de la déduction d'impôt est subordonné à l'agrément préalable du ministre chargé du budget prévu aux II de l'article 199 undecies B et II quater de l'article 217 undecies du code général des impôts, d'une part, aux investissements agréés avant le 29 septembre 2010, sous réserve du respect de la date de mise en production des installations prévue dans l'agrément, et, d'autre part, à ceux pour l'acquisition desquels l'exploitant a accepté un devis et versé un acompte, sous réserve qu'ils produisent de l'électricité au plus tard le 31 mars 2011.

Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 art. 98 II : Ces dispositions sont applicables à compter de l'imposition des revenus de l'année 2011.

C- LOI DE FINANCE 2012 RELATIVE AU PLAFONNEMENT GLOBAL ET AU PLAFONNEMENT DES INVESTISSEMENTS OUTREMER (VOIR ANNEXE)

13. VOS CONTACTS

Adresse : **ACI OUTREMER Financement**
19, Avenue de Villiers
75017 Paris

Vos contacts

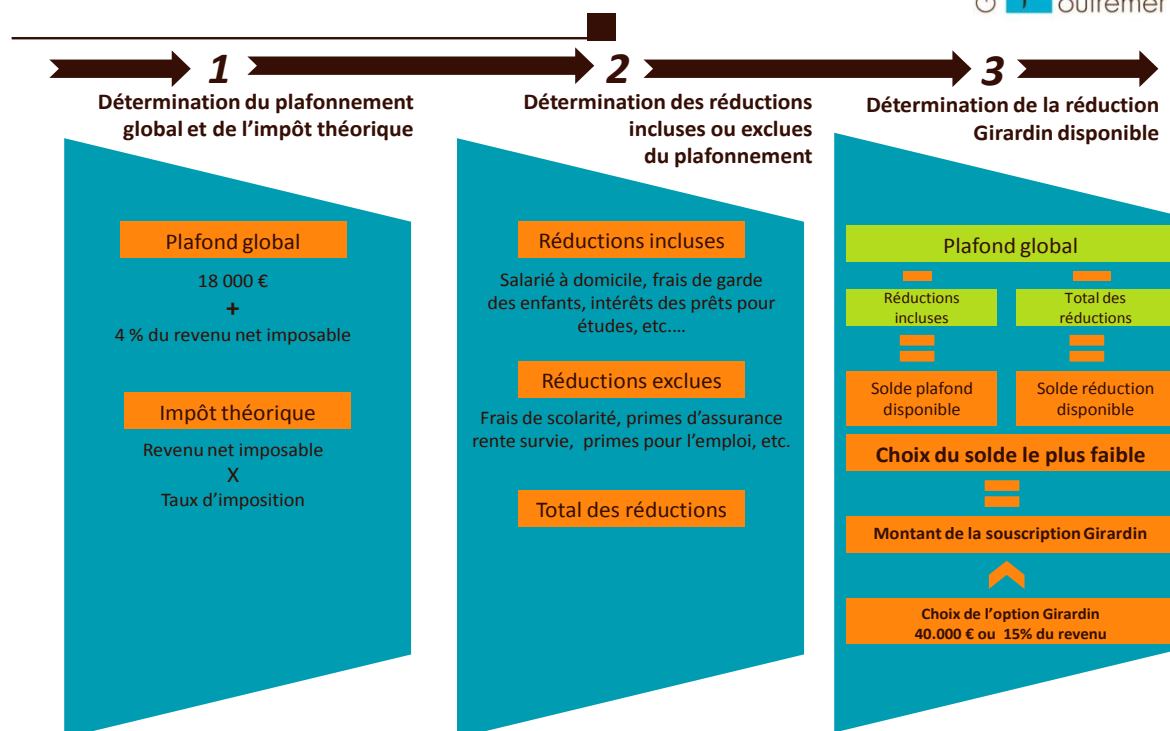
<i>A PARIS</i>	Téléphone 01 56 88 05 85 Télécopie 01 45 63 23 12	Guillaume de LA SELLE – Responsable Relations Investisseurs & Partenaires – gls@groupeaci.com Maryse Levaudi – Collaboratrice commerciale – ml@groupeaci.com
<i>AU SIEGE</i>	Téléphone 05 96 42 59 59 Télécopie 05 96 50 97 84	Laurent HOFFMANN – Directeur Opérationnel & Financier – lh@groupeaci.com

www.groupeaci.com



SCHEMA EN 3 ETAPES DU CALCUL DU PLAFONNEMENT GLOBAL ET GIRARDIN

Méthode en 3 étapes



La demande d'agrément de l'investissement porté par la SAS S10Q INDUSTRIES ayant reçu un avis favorable de la DGFP en 2012, les plafonnements fiscaux s'appliquent dans ce schéma.